

la nouvelle ACTION FRANÇAISE

EDITORIAL

Chaud, chaud, oui le printemps est chaud. Depuis les lycées et les facultés jusqu'à Renault-Billancourt se lèvent les révoltes que tous les appareils politiques et syndicaux du Tout-Etat n'attendaient pas, celles qui n'étaient ni prévues au programme commun, ni inscrites à celui de Provins.

Pourtant, il faut être raciste ou borné pour refuser de voir l'exploitation de trois millions de travailleurs immigrés, esclaves du capitalisme, campés aux portes de nos cités et dont à peu près personne n'a dit le rôle dans une économie en pleine expansion ! Si les travailleurs immigrés se croisaient les bras, nos technocrates se féliciteraient-ils encore de notre taux de croissance conforme aux prévisions du plan ?

La révolte de la jeunesse, pour n'être pas au même niveau que celle de nos modernes esclaves, n'est pas moins dangereuse pour le système.

La remise en cause de l'Université renvoie directement à celle de la manipulation et de l'exploitation moderne de l'Etat technocratique et du néo-capitalisme. Etudiants et lycéens refusent l'embrigadement au sein de la machine à produire et à consommer.

Face à ces révoltes, tous les appareils syndicaux et politiques paraissent désorientés. Même si certains se ruent à plat ventre pour supplier qu'on leur laisse prendre le train en marche, ils sont condamnés à rester en marge d'une contestation non seulement extraparlamentaire mais aussi hostile à ce système auquel ils sont liés.

Pourtant il ne faut pas se cacher que ce système reste puissant et qu'une partie de sa force lui vient de l'absence de projet de ses adversaires. Il est grand temps pour la contestation d'abandonner le verbiage bas-marxiste pour se mettre au service d'un projet de civilisation.

N.A.F.

O.S.-LYCÉENS-ÉTUDIANTS...

le sens d'une révolte

la fronde latino-américaine

Les tentatives des gouvernements sud-américains pour recouvrer leur indépendance face aux Etats-Unis ne sont pas neuves. Ce qui l'est, c'est leur nombre et l'écho favorable qu'elles trouvent dans le monde.

Quand Fidel Castro s'était emparé par surprise du pouvoir, les Etats-Unis avaient réussi à isoler Cuba du reste de l'Amérique. Rien de semblable aujourd'hui devant la montée des pays contestataires.

Au Chili, où Allende renforce ses positions malgré l'inflation et la crise économique, au Pérou qui poursuit une expérience économique originale sous la conduite des militaires, après la prise en main du pouvoir par l'armée en Uruguay et le triomphe électoral des péronistes en Argentine, quelque chose a changé dans cette Amérique que Théodore Roosevelt voulait mener « à la carotte et au bâton ».

Et surtout à Panama, créé de toutes pièces par les Etats-Unis et symbole de la présence américaine (à la fois par la zone du canal et le centre de formation des « Bérêts verts » spécialistes de la lutte antiguerrilla), et dont le Président ose affirmer : « Notre peuple est à la limite de sa patience, nous ne tolérerons plus l'exercice du pouvoir par un gouvernement étranger sur le sol qui nous a vus naître. »

LE POUVOIR EST AU BOUT DU FUSIL

Outre la contestation de l'empire américain, un autre point commun : le rôle de l'armée. Cela s'explique très bien car, à l'exception de l'Argentine qui possède classe ouvrière et syndicats puissants, les forces politiques n'existent pas comme en Europe ou en Asie. La seule force capable de soutenir ou de prendre le pouvoir est donc l'armée.

Formée à la fin du XIX^e siècle et au début du XX^e par des instructeurs européens, l'armée, au départ, laisse les tâches politiques à la bourgeoisie urbaine et aux grands propriétaires. Lorsqu'elle intervient, deux bataillons suffisent à renverser le gouvernement sans pour cela remettre en cause le « système ». En Bolivie, les coups d'Etat militaires se succèdent au même rythme que les crises ministérielles sous la IV^e République : une tous les neuf mois.

Pourquoi intervient-elle ? Chargée par le gouvernement de rétablir l'ordre, l'armée peut se trouver dans des situations psychologiques délicates, surtout si elle est persuadée de l'incapacité des civils. Elle prend alors conscience de son importance et de sa puissance. Ainsi, après la répression contre la guérilla « tupamara », l'armée uruguayenne impose sa politique au Président Bordaberry un peu comme l'armée française en Algérie.

Mais si les refus sont identiques, les buts divergent. Une fois maîtres du pays, les militaires hésitent entre plusieurs voies : nationalisme de gauche ou dictature, socialisme autoritaire ou capitalisme combatif.

DE LA POUDRE ET DES DOLLARS

Libération politique et libération économique vont de pair : tous en sont condamnés. La pente sera lente à remonter.

En Uruguay, tous les bénéfices de l'exportation de bétail ont été investis dans des équipements somptueux et urbains (Montevideo regroupe le tiers de la population) : la saturation du marché international de la viande marque le déclin de l'économie du pays. Le Brésil fut le pays des monocultures successives et de l'épuisement des sols : le gouvernement se lance à la conquête de l'Amazonie, nouveau Far-West, appuyé par un capitalisme musclé destructeur de l'environnement et massacreur d'Indiens.

Au Chili et au Pérou, les « latifundias » sont visées en priorité du fait de leur sous-exploitation par des propriétaires absents. Donc, **premier objectif** : la récupération des richesses nationales.

Deuxième objectif : le contrôle du commerce extérieur. Mais tout effort de redressement se heurte aux Etats-Unis, non plus sous la forme d'un débarquement de « marines » comme à Saint-Domingue, ni par le financement de mouvements d'opposition, mais grâce à des moyens plus discrets mais efficaces : dévaluation du dollar, surtaxes à l'importation, etc.

Ces deux objectifs, hier chiliens, sont aujourd'hui ceux de Juan Peron.

LA FIN D'UN EMPIRE

Les tentatives des gouvernements sud-américains pour recouvrer leur indépendance ne

sont pas neuves. Ce qui l'est, c'est leur nombre, le soutien et l'écho favorable qu'elles trouvent dans le monde.

Le Président chilien Salvador Allende devient peu à peu un héros du continent, après Bolivar. Parce que le Chili est pauvre mais libre, parce que contrairement à Cuba il n'est pas dépendant de l'aide soviétique, Allende « réussit » là où Castro a échoué. Et une complicité tacite unit désormais Cubains, Chiliens, Péruviens et Panaméens.

Malgré le veto américain, le Conseil de Sécurité de l'O.N.U. s'est réuni à Panama pour statuer sur la zone du canal.

Les pays du Tiers-Monde cherchent des modèles et des fédérations. La Chine populaire et le Chili sont aujourd'hui ces modèles. Le général de Gaulle aurait été lui aussi un leader possible. Le retrait de l'O.T.A.N., les discours de Phnom-Penh et de Montréal avaient eu l'effet souhaité. Mais la France a été incapable d'opérer un renversement des alliances, de préférer la coopération économique avec les pays pauvres à une union européenne des riches et des nantis ébranlée aujourd'hui par la crise du dollar.

La guerre économique entre les Etats-Unis et l'Europe, la colonisation de la France par les firmes étrangères et la révolte de l'Amérique latine, sont différents aspects d'une même réalité.

L'indépendance économique française nécessite la fin de la puissance américaine. L'émancipation de l'Amérique latine peut y contribuer, mais ne peut se faire seule. Il faut que la France choisisse : être une colonie américaine, et l'exemple sud-américain suffit à nous en dissuader, ou œuvrer à un nouvel équilibre mondial. Don Camara disait aux Français venus l'applaudir : « Si vous voulez nous aider, faites d'abord la révolution chez vous. »

Et les généraux ? Ils sont aujourd'hui les seuls à pouvoir faire quelque chose. Le gouvernement chinois l'a compris : il les soutient quand ils luttent contre les Etats-Unis mais critique certains aspects de leur politique intérieure. Laisserons-nous Chou-en-lai nous donner des leçons de réalisme politique ?

François GUILLAUME.

BULLETIN D'ABONNEMENT

17, Rue des Petits-Champs PARIS-1^{er}

ccp naf 642-31

nom _____ Prénom _____
n° _____ rue _____ ville _____ département _____

**Je souscris un abonnement
d'un an à la n.a.f.-hebdo
normal 45fr soutien 100 fr**



les O.S. veulent vivre !

La répétition perpétuelle des mêmes gestes provoque naturellement l'ennui, l'abrutissement. La « chaîne » vide l'esprit, et ceci pendant des journées entières.

La cascade d'arrêts de travail provoquée par la grève des quatre cents O.S. dans un atelier Renault de Boulogne-Billancourt remet à l'ordre du jour le problème des conditions de travail des « ouvriers spécialisés ». Insatisfaits de simples avantages matériels (bien légers...), les O.S. veulent alerter l'opinion publique sur le sort que leur réserve la société.

Nous aborderons bientôt la question sous la forme d'une double page. En attendant, voici ce qu'en disait déjà Bertrand Renouvin (« N.A.F. » n° 5 du 2 juin 1971) dans un article : « Qu'est-ce qu'un O.S. ? » :

« On avait un peu oublié leur existence depuis que certains, généralisant abusivement des enquêtes sur la classe ouvrière, se plaisaient à nous dépeindre des "usines sans ouvriers", dans lesquelles des techniciens grassement payés, en blouses blanches et aux mains propres, auraient remplacé les traditionnels "cols bleus". Certes, comme l'a fort bien montré Serge Mallet (1), le pourcentage d'ouvriers sans qualification a considérablement décliné dans certains secteurs de pointe (raffineries par exemple). Mais l'extension de l'automation dans l'industrie n'entraîne pas nécessairement un processus de qualification : le travail en miettes augmente en raison de l'extension de la production de série (2).

« Mais qu'est-ce au juste qu'un O.S. ? Très exactement l'ouvrier qu'incarnait Chaplin dans « Les Temps modernes » : un travailleur sans qualification, une simple pièce de la machine. C'est celui qui passe ses journées à serrer des boulons (toujours les mêmes), ou à peindre les carrosseries que la chaîne fait passer devant lui (3). Il ne sait rien faire d'autre que cette tâche mécanique qu'on lui a apprise en quelques jours. Il peut très bien ne jamais savoir à quoi sert exactement son geste. Qu'importe, pourvu qu'il le fasse vite et bien. La fonction de l'O.S., dans l'organisation actuelle du travail, est de produire, non de comprendre. Cette répétition perpétuelle des mêmes gestes provoque naturellement l'ennui, l'abrutissement. La chaîne vide l'esprit, et ceci pendant des journées entières.

Il y a aussi la fatigue, particulièrement étonnante chez les ouvriers de grande industrie. Elle est provoquée par les horaires d'abord : que l'on soit dans une équipe ou que l'on fasse les « trois huit », on sacrifie toujours son sommeil, son alimentation, sa vie de famille. Elle est aussi provoquée par les cadences : le temps nécessaire à l'accomplissement de chaque geste ayant été mesuré par des chronométrateurs, l'ouvrier se voit imposer un rendement précis pour chaque journée de travail. Veut-il réduire cette cadence ? De véritables gardes-chiourme lui rappelleront les vertus de l'effort. Atteint-il trop facilement le rendement prévu ? La direction décidera alors d'augmenter la cadence.

« Tout cela se paye, bien sûr. Pas en argent d'ailleurs car ces hommes et ces femmes qui

jouent un rôle important dans la production ne sont payés qu'entre 1.000 et 1.400 F par mois, et chez Renault encore, qui est considéré comme une « bonne boîte ». C'est plutôt l'ouvrier qui paie : les cadences de plus en plus rapides entraînent l'usure nerveuse, des maladies cardiaques, des ulcères. Ceci d'une manière générale car chaque type de tâche provoque une maladie déterminée. Tel est pistoletier : il aura une dermatose. Tel autre est forgeron : il deviendra sourd ou à moitié aveugle. Tout cela sans compter les accidents : 6.246 chez Renault en 1967.

« Ne parlons pas des loisirs. La télé, les livres, le sport, ce sont pour les autres. L'O.S. consacre son temps de repos à reprendre des forces et c'est tout.

« Nous ne nous étonnerons donc pas d'appréhender que l'espérance de vie d'un ouvrier français ne dépasse guère soixante ans. »

Cet abrutissement organisé se conjugue avec l'exploitation des travailleurs immigrés dans la renaissance d'une forme moderne d'esclavage. Il faut être aveugle pour ne pas le voir ou insensible pour ne pas se révolter devant cette injustice. Nous y reviendrons.

M. G.

(1) Voir *La Nouvelle Classe Ouvrière* (Seuil).

(2) La tendance à l'accroissement des O.S. a repris depuis 1962. Recensement de 1968 : 2.700.000 O.S. contre 2.500.000 ouvriers qualifiés (*Le Monde* du 31 mars 1973).

(3) C'est là une définition générale, qui traduit imparfaitement la réalité car certains O.S. exercent des responsabilités techniques (les régleurs par exemple) ou possèdent une certaine spécialisation (conducteurs de camions).

l'europe agricole a-t-elle un avenir ?

Refusant de résoudre les problèmes au niveau national ou régional, l'Europe agricole s'est retournée contre ses auteurs.

Le Marché commun agricole a été le grand espoir et la grande chance du monde paysan français. C'était, dans le début des années 60, la possibilité de voir mis sur pied à la fois des marchés organisés et des prix garantis, vieilles revendications. Le paysan français ne voyait aucun inconvénient à adopter l'idéologie, quelque peu fumeuse et lointaine, de l'Europe supranationale du moment que l'écoulement de ses produits était assuré. Cela avait d'ailleurs été le coup de génie des technocrates de l'Europe : mettre de leur côté cette partie des Français traditionnellement la plus nationaliste.

Maintenant que ça va mal, l'Europe reste la fuite en avant. Et M. Chirac n'est pas le dernier à déclarer, pour sa défense, qu'il se battra jusqu'au bout pour la position française. Sans grand espoir de succès, semble-t-il. Pourquoi ?

LA FIN D'UN REVE

Eh bien les données ne sont plus les mêmes. Tout d'abord on avait omis de signaler aux

paysans français qu'un système de prix garantis allait permettre, dans les pays voisins, l'accroissement d'une production sans cela déficitaire. Pour éviter un déficit grave de leur balance commerciale, nos partenaires ont développé, dans la mesure du possible, la productivité de leur agriculture. Nous ne sommes pas devenus, comme certains professionnels le rêvaient, le grenier de l'Europe. Ni grenier, ni étable. La Grand-Bretagne figure même parmi nos principaux fournisseurs de viande de bœuf. C'est une réussite !

L'Europe agricole s'est retournée contre ses auteurs. N'ayant pas voulu résoudre les problèmes agricoles dans un cadre national et régional, mais au niveau européen, ceux-ci deviennent actuellement des éléments dissociateurs et révélateurs des divergences d'intérêts. Les derniers événements sont particulièrement éclairants. L'Europe des neuf, à peine formée, subit des assauts très violents qui portent atteinte à son unité pour ne pas dire à sa viabilité : problèmes monétaires, fixation des prix communs de la campagne 1973-1974, préparation des négociations dans le cadre du G.A.T.T. Il faut être polytechnicien, et encore, pour interpréter les réglementations mises en place

à la suite des dernières péripéties monétaires. La libre fluctuation de la lire consécutive à la dévaluation du dollar a nécessité l'institution de « montants compensatoires » dans les échanges entre l'Italie et les autres états-membres de la C.E.E. afin d'annuler les effets de cette fluctuation et rétablir les conditions d'un marché unifié.

L'Europe agricole, l'Europe tout court est bien malade. Nos « eurocrates » avaient simplement oublié qu'en dernière analyse la maîtrise monétaire est le fondement de toute économie indépendante. Le socialisme de l'Est a pu se construire à l'abri de frontières rigoureusement fermées. Était-il pensable qu'une Europe, se voulant libérale, c'est-à-dire ouverte aux courants commerciaux internationaux, et dirigiste, c'est-à-dire préconisant une préférence communautaire, puisse concilier ces deux termes contradictoires ?

Les Etats-Unis, débarrassés du Viet-Nam, nous rappellent brutalement que la menace fondée sur leur puissance est un argument qui leur est familier. Mais l'emploi de cette menace n'est-il pas au fond le signe d'une crise profonde du capitalisme international ?

Philippe VILLARET.

un nouveau mai ?

Le printemps de mars-avril 1973 sera-t-il aussi chaud que le « mai » d'il y a cinq ans ?

Lycées et centres universitaires en grève. Manifestations de rues. Gauchistes casqués et compagnies de C.R.S. en armes. Grève chez Renault, la « forteresse ouvrière » qui, lorsqu'elle « éternue », fait s'« enrhummer » la France, pour reprendre l'image consacrée. Le printemps de mars-avril 1973 sera-t-il aussi chaud que le « mai » d'il y a cinq ans ?

Les analogies ne manquent certainement pas, mais la situation est-elle vraiment identique, et risque-t-elle de produire les mêmes effets ? Comme nous l'écrivions au lendemain du second tour, l'hypothèse d'un nouveau « mai 1968 » ne peut être écartée, ce printemps-là ayant montré combien les crises pouvaient être rapides et brutales dans notre société. Et de fait, il suffirait aujourd'hui d'une simple étincelle, d'un accident isolé pour que tout s'enflamme : la mort d'un lycéen par exemple, au cours des accrochages quasi quotidiens qui opposent les manifestants à la police. Sans oublier qu'un vaste mouvement de grèves spontanées est toujours possible.

Les événements de la semaine écoulée montrent cependant que les acteurs de la vie politique et sociale ont beaucoup réfléchi depuis cinq ans. Dès le début des grandes manifestations lycéennes, le Parti communiste, par le biais de l'U.N.E.F.-Renouveau, a organisé des démonstrations parallèles, de même que la C.G.T. et les autres syndicats ont appelé leurs adhérents à participer à la manifestation du 2 avril. MM. Marchais et Séguin ont en effet compris qu'il était préférable de ne pas se couper des jeunes, comme ils l'avaient été en mai 1968 et au moment de l'assassinat de Pierre Overney, à la suite de leurs déclarations intempestives. C'est ainsi qu'on a vu un Marchais bénisseur proclamer que le P.C. était aux côtés des lycéens. On est bien loin de la dénonciation des « groupuscules » et du « Cohn-Bendit, connais pas » de M. Séguin.

De même chez Renault, la C.G.T., après avoir négocié un accord avec la direction,

s'est empressée, devant la réaction des O.S., de prendre des positions plus dures. C'est ainsi que, comme nous le laissons prévoir il y a quelques semaines, la C.G.T. s'efforcera, dans les prochains mois, de susciter des mouvements revendicatifs, ou à défaut de prendre le train en marche, afin de ne pas perdre le contrôle de la base.

Le gouvernement, enfin, semble manœuvrer plus habilement que de coutume vis-à-vis de la rue, s'efforçant simplement de canaliser les manifestations. Ce qui n'exclut pas les matraquages sauvages de manifestants isolés.

Chacun semble donc vouloir limiter le mouvement, en lui donnant au besoin une issue parlementaire. Si tel était le cas, la gauche y trouverait un surcroît de popularité, et le gouvernement une digne échappatoire. Ce qui n'empêchera pas ce dernier de dénoncer, directement ou par C.D.R. interposés, les objectifs « révolutionnaires » du P.C. et de la C.G.T. Telle est la règle du jeu, qui n'abusera que les naïfs. Les organisations de gauche peuvent manifester aux côtés des lycéens, elles n'en sont pas moins les meilleurs garants de l'ordre établi. La grande manifestation du 2 avril est significative à cet égard : ne se déroulera-t-elle pas loin, très loin, de l'Assemblée nationale ?

Ainsi les députés pourront en toute quiétude élire leur président, tandis que M. Messmer achèvera de dresser la liste des futurs ministres. Ni au Palais-Bourbon, ni à l'Élysée, on n'entendra les sages slogans des bons jeunes gens de l'U.N.E.F.-Renouveau ou les cris plus irrespectueux des lycéens. Le mouvement déclenché par ces derniers risque donc de s'engager dans une ornière. A moins qu'ils ne s'aperçoivent des risques de récupération qu'ils courent. A moins que les ouvriers ne décident de se passer des conseils « avisés » des bureaucrates de la C.G.T. Le pays légal, qui s'enfoncé doucement dans les délices du parlementarisme, risquerait d'en être durement secoué.

Faudrait-il le déplorer ?

B. LA RICHARDAIS.

On peut s'attendre à un développement extra-parlementaire qui naîtront et Français vivent, et là où leur condition provoquera le sentiment de l'intolérance

La nuit du second tour des élections, Jacques Fauvet, participant à un débat télévisé, trouva spontanément le mot juste pour caractériser la situation : **pays légal, pays réel**. Le directeur du « Monde » avait bien plus raison qu'il ne le croyait. Les derniers événements en apportent la démonstration éclatante. Jamais l'opposition entre la sphère où se déroule le jeu politique, où se prennent les décisions, où est gérée la machine économique, et la sphère où les Français se débattent avec leurs soucis et leurs aspirations, jamais cette opposition n'était apparue aussi totalement. Que l'on ne vienne pas nous dire que la situation eût été tout autre si la gauche avait remporté les législatives : elle eût été absolument identique.

LE PERCHOIR ET LA RUE

Il suffit de penser aux thèmes sur lesquels on s'est battu ces derniers mois pour constater qu'ils sont à peu près complètement étrangers aux grandes questions qui surgissent aujourd'hui parce que le rideau de fumée électoral s'est dissipé. Qui, en dehors de Michel Rocard, pose le problème de la crise du capitalisme international, devenue maintenant une évidence criante et destinée à nous entraîner dans une longue lutte avec l'impérialisme américain ? Qui a posé, dans toutes ses dimensions, la question des travailleurs immigrés, ces esclaves modernes du capitalisme, qui campent aux portes de nos cités dans un complet dénuement, et dont la grève générale pourrait paralyser la production ? Qui, enfin, s'est soucié de l'université, de son fiasco dont sont victimes tous les jeunes de ce pays, étudiants ou travailleurs ?

Ni la majorité, ni l'opposition de gauche, pour une raison simple que nous avons développée durant toute la période électorale, et que deux journalistes échappant au conformisme ambiant avaient mise en lumière (Jean Ferniot avec son **tout Etat** dans « Ça suffit » et Gilles Martinet avec « **Le système Pompidou** »). La compétition n'était nullement destinée à manifester les tendances, les aspirations des Français dans le cadre d'une représentation indispensable. Elle mettait aux prises deux systèmes de gestion,

L'autogestion

Il ne saurait y avoir d'autogestion hors d'un contexte politique favorable et d'un apprentissage à la responsabilité.

Par la C.F.D.T. (Ed. du Cerf - Coll. Objectifs)
Ce petit livre d'une centaine de pages, très clair, constitue en quelque sorte « le catéchisme C.F.D.T. » de l'autogestion et relance un des grands débats de notre époque.

L'autogestion n'est certes pas une idée nouvelle : les partisans du corporatisme ont autrefois réalisé ou plus récemment tenté de réaliser un système autogestionnaire, mais ces corporations correspondaient à un stade pré-industriel de l'évolution économique, et elles se sont en outre sclérosées, les maîtres, conscients de leurs prérogatives, ayant

t-garde du pays réel ?

vement sans précédent des oppositions
ie renforceront graduellement là où les
n d'administrés et d'assujettis absolus
le.

en concurrence pour commander la même machine. **Jacobinisme de gauche contre jacobinisme de droite**, dit le sociologue Alain Touraine. On peut retenir l'expression, d'autant plus qu'elle se fonde sur une analyse pertinente du gaullisme, en tant que réalité politico-économique.

Le gaullisme n'est pas seulement, en effet, une tentative de restauration de l'Etat ancré dans une légitimité nouvelle. Il coïncide également, comme l'a très bien montré Martinet, avec la réalisation du projet industriel conçu par les grands technocrates qui se sont trouvés aux commandes principales de l'économie avec l'avènement du général de Gaulle. A ce projet, l'opposition de gauche n'a guère fait que proposer des amendements, des corrections assorties de quelques objectifs sociaux réalisables à court terme : les 1.000 F et la retraite à 60 ans. L'ensemble se ramènerait, en somme, à un modèle de gestion, moins libéral, plus attaché aux objectifs sociaux. Mais fondamentalement ? Fondamentalement, c'était bien le même système industriel, la même machine étatique et économique, la même gestion technocratique que l'on entendait reprendre. Au jacobinisme de droite répondait un jacobinisme de gauche que le poids du parti communiste renforçait singulièrement.

Or ce qui frappe dans les mouvements actuels, et spécialement dans les révoltes lycéennes et étudiantes, c'est qu'elles remettent globalement en cause le système dans ses aspects les plus fondamentaux. Bien sûr cette remise en cause n'est pas toujours « thématique », explicitée, mais elle n'en est pas moins implacable. Le signe le plus frappant de son hostilité à ce système, du fait qu'elle n'en attend rien, tient dans son extériorité totale au jeu politique. Au moment où les politiciens multipliaient les singeries autour d'un perchoir, cette extériorité, cette radicale opposition des sphères prenait un caractère caricatural.

Il faut se méfier de cette caricature qui risque de polariser l'attention sur le phénomène le plus superficiel de l'opposition pays légal - pays réel. Il ne s'agit plus, en effet, du parlementarisme, qui ne pourrait revenir en force que

s'il provoquait le blocage institutionnel. Il s'agit de l'hétérogénéité des deux sphères, de leur « incommunicabilité ». Le Parlement n'est pas en mesure de faire la médiation, la communication. Il faut donc s'attendre à un développement sans précédent des oppositions extra-parlementaires qui naîtront et se renforceront graduellement là où les Français vivent, et là où leur condition d'administrés et d'assujettis absolus provoquera le sentiment de l'intolérable.

Nous sommes donc en mesure de comprendre le décalage entre le débat électoral et les soucis lancinants des citoyens. Plus que de la logomachie inhérente aux jeux d'un parlementarisme dont le procès n'est plus à faire, ce décalage était le signe de l'opposition entre une classe politique intégrée dans un système et des citoyens enclins à refuser ses pratiques et son conditionnement.

UNIVERSITE ET SYSTEME INDUSTRIEL

Dans son livre « **Le communisme utopique** » auquel nous avons fait déjà référence la semaine dernière parce que ses analyses vont directement au cœur de cette opposition fondamentale, Alain Touraine écrit à propos du mouvement de mai : « **Le conflit social réapparaît en pleine lumière et oppose d'un côté ceux qui réduisent l'action sociale à l'adaptation à des changements nécessaires et proclamés rationnels, et de l'autre ceux qui exigent au contraire un pouvoir démocratique capable de contrôler les grands appareils qui assurent à la fois la croissance de l'économie et la manipulation de la société.** » Précisément les étudiants sont les représentants de tous ceux qui souffrent de l'intégration sociale et de la manipulation culturelle dirigée par les appareils, plus encore que de l'exploitation économique et de la misère matérielle.

Il ne faut pas sous-estimer cette exploitation et cette misère qui demeurent. La grève des O.S. de chez Renault et la manifestation des travailleurs immigrés en apportent une preuve tangible. L'expérience a maintenant prouvé que ce prolétariat surexploité était en mesure de faire entendre sa voix aussi bien au patronat... qu'à la C.G.T. ! Il a la possibilité de bloquer la machine économique, et il en a toutes les raisons. Les étudiants, en revanche, même s'ils peuvent faire alliance avec ce prolétariat, sont en prise avec des secteurs sociaux théoriquement privilégiés, pratiquement en situation d'exploitation et de manipulation.

C'est tout le sens du combat engagé contre le D.E.U.G. et le réformisme technocratique dont le projet est de transformer l'université pour la rendre plus rentable et mieux branchée sur les demandes de la production. D'instinct les étudiants se rebellent contre cette volonté manipulatrice, même si en première analyse les managers ont quelque peu raison et si certains cycles courts ont permis à des jeunes de trouver plus facilement des emplois mieux rémunérés que ceux échus à des diplômés supérieurs, quand ceux-ci ne sont pas chômeurs !

Ainsi la lutte des étudiants, maintenant rejointe par les masses lycéennes, a une dimension politique fondamentale. Il s'agit beaucoup plus que l'une lutte corporative, que de la défense de privilèges catégoriels, d'une lutte ouverte contre le système technocratique néo-capitaliste. La question se pose maintenant d'une possible alliance entre la contestation universitaire et la volonté autogestionnaire qui naît dans la nouvelle classe ouvrière, chez les techniciens et les cadres, auxquels le néo-capitalisme refuse pouvoirs et responsabilités.

Voici donc un nouveau pays réel en lutte contre le pays légal. Il n'est pas encore embrigadé et récupéré par les forces syndicales ou les appareils politiques. C'est assez remarquable avec le mouvement lycéen. Les organisations trotskystes ont beau lui prêter leurs « services d'ordre », elles ne parviennent pas à le canaliser. Il s'organise spontanément en dehors d'elles, refusant leur sectarisme et leurs mots d'ordre souvent déplacés. Nous voyons dans ce phénomène un signe très positif.

« ILS N'ONT RIEN NI PERSONNE EN FACE »

Pourtant, le spontanéisme a ses limites, et il risque sans cesse ou bien de se fourvoyer ou bien d'affirmer son impuissance faute de réalisme et faute de projet. Et puis la dimension culturelle du conflit renvoie aux fondements d'une civilisation en rupture avec les fausses finalités du système combattu. C'est ici que s'affirme la faiblesse de la contestation lycéenne. D'où le cri de Clavel : « **Bref, ces adolescents n'ont rien ni personne en face, et ils le savent et ils le sentent.** »

Sans projet de civilisation, la contestation est condamnée sans espoir. Nous voici donc, avec nos faibles forces, à peu près les seuls à pouvoir lui donner espoir.

Gérard LECLERC.

tendance à bloquer un processus de renouvellement et mettant un frein à toute innovation.

Il existe actuellement en France des entreprises autogérées : les S.C.O.P. (1). Elles sont peu nombreuses et leur expérience peu convaincante... De même pour les essais faits en Yougoslavie, au Chili ou au Pérou.

Il semble que l'échec de ces diverses tentatives tienne surtout au fait qu'il ne saurait y avoir d'autogestion hors d'un contexte politique favorable ; et l'on ne peut raisonnablement songer à instaurer l'autogestion dans une société où tout est fondé sur l'apprentissage de l'irresponsabilité : « On ne vous demande pas de penser, mais d'obéir. »

C'est pourquoi l'autogestion est surtout un pro-

jet global de transformation de la société dans la mesure où elle ne s'arrête pas à l'entreprise, mais où elle s'étend aussi à l'éducation, aux possibilités réelles de participation dans la vie de quartier, au sein de la région, dans les associations culturelles, liées elles-mêmes aux problèmes de l'urbanisme, des transports ou des conditions de travail.

L'idée essentielle réside donc dans l'affirmation d'une éducation permettant à chacun une participation effective à tous les niveaux de l'organisation sociale ; une hiérarchie de compétence se substituerait à une hiérarchie de commandement, tandis que les décisions au plus haut niveau seraient prises collégialement au sein d'organismes regroupant les représentants des travailleurs et des collectivités locales réunies.

H. H.

(1) Sociétés coopératives ouvrières de production.

la nouvelle ACTION FRANÇAISE

RESTAURATION NATIONALE
Edité par la S.N.P.F.

17, rue des Petits-Champs - Paris (1^{er})
Téléphone : 742-21-93

Abonnement un an : 45 F
Abonnement de soutien : 100 F
C.C.P. N.A.F. 642-31

Directeur de la Publication :
Yvan AUMONT

Imprimerie abexpress
72, rue du château-d'eau Paris 18^e

« JONGLERIES INTELLECTUELLES »

Un lecteur breton nous écrit :
« Tant qu'il s'agit de babiller sur les mérites du gauchisme ou du gaullisme avec la bénédiction posthume de Maurras, passe encore ! Mais ce babil a des conséquences : une partie de vos jeunes militants de province, j'ai pu le constater, ne jure plus que par Overney contre Tramoni, ou par M. Clavel contre Le Pen, quand ce n'est pas par le F.L.B. contre le service militaire obligatoire et jacobin. Dirigeants de la N.A.F., vous avez de la chance, j'imagine, de connaître et de conserver en mémoire les leçons essentielles de Maurras sur la civilisation, l'ordre, l'autorité, etc. Vos jeunes militants n'ont pas cette chance ; et au lieu de leur apporter une formation solide, vous les poussez, avec vos jongleries intellectuelles, dans la triste cohorte des orphelins de mai 1968. »

Nous voici donc accusés de pervertir la jeunesse, comme Socrate ou Maurras. Par insouciance plus que de volonté délibérée, notre lecteur nous le concède. Il oublie simplement les camps d'été et les sessions de militants, les conférences que nous faisons à travers toute la France et les articles de ce journal, ceux de Gérard Leclerc ou d'Arnaud Fabre, et tout récemment encore ceux sur le *Projet royaliste* qui montrent que nous ne gardons pas pour nous les leçons essentielles de Maurras. Ajoutons que les indices que révèle notre ami nous paraissent peu inquiétants :

— Depuis quand, à l'Action française, prend-on le parti des tueurs ?

— Depuis quand est-il interdit de dénoncer le jacobinisme ?

— Dans quelle ville, et dans quel tract, nos militants ont-ils remis en cause les impératifs de la Défense nationale ?

— Dans quel texte avons-nous fait l'apologie du séparatisme ?

— Est-il répréhensible d'approuver Maurice Clavel, quand il réduit en miettes les principes de l'économie marxiste (1), ou quand il s'en prend à un certain progressisme ecclésiastique (2) ?

Mais notre lecteur poursuit :

« Le succès de « Nouvelle Ecole » devrait d'ailleurs vous donner à réfléchir : c'est l'exaltation de l'ordre qui peut attirer durablement à Maurras aujourd'hui, et non l'exaltation des libertés, dont la crise actuelle montre surtout les dangers à tous ceux qui vivent concrètement les problèmes professionnels, familiaux, politiques (je prends les libertés au sens large, ne me répondez pas par la pesanteur bureaucratique). »

Voilà une réflexion bien curieuse, qui consiste à opposer l'ordre et les libertés. Mais peut-être notre lecteur confond-il l'ordre tel que le conçoit Maurras et l'ordre selon Marcellin, l'exaltation de ce dernier attirant durablement les Français vers l'U.D.R., comme de récentes élections viennent de le confirmer.

Nous nous soucions donc peu de défendre l'ordre établi, que les royalistes, au cours de l'histoire, ne se sont jamais fait faute de troubler, et rudement. Pourquoi, et au nom de quoi, deviendrions-nous les parangons des vertus conservatrices ? De là à devenir, inconsciemment ou non, la garde prétorienne du régime, il n'y a qu'un pas. Notre lecteur devrait aisément convenir qu'il serait inconcevable que nous nous mettions en position de le franchir. Mais voici que, de façon fort peu conséquente, notre lecteur, après avoir critiqué notre prétendu gauchisme, nous met sur le même pied que *La Nation* :

« Jongleries intellectuelles : j'en relève une dans les propos de M. Philippe de Saint-Robert (la « N.A.F. » devient-elle un supplément hebdomadaire de « La Nation » ?). A la question « De Gaulle fourrier du communisme ? », vous le laissez sciemment répondre à côté en évoquant les problèmes sociaux (qu'une politique pragmatique résoud mieux, à mon avis, que la tarte à la crème de la participation). L'abandon de l'Afrique du

Depuis plusieurs mois, la « N.A.F. » n'avait pas publié de « courrier des lecteurs ». Plus par faute de place que par manque de matière, car les lettres que nous recevons chaque semaine suffiraient à remplir plusieurs pages de notre hebdomadaire. La plupart sont remplies d'éloges (pas toujours mérités). Nous ne les citerons pas, malgré tout le plaisir que nous aurions eu à le faire, afin de laisser s'exprimer largement ceux qui nous critiquent. On verra d'ailleurs que ces critiques ne sont pas convergentes, c'est le moins qu'on puisse dire.

Nord, connais pas. Le soutien à la diplomatie nord-vietnamienne, connais pas. Je suis toujours resté sceptique devant une politique « d'indépendance nationale » qui offrirait à l'ennemi de camper aux frontières (Méditerranée) et même dans la place (Education nationale par exemple). »

Effectivement nous avons laissé s'exprimer dans la *N.A.F.* deux gaullistes. En toute liberté, comme il est de tradition dans ce journal, mais non sans rappeler, une fois de plus, notre position par rapport au gaullisme. De même que nous avons donné la parole au « Front National » en précisant clairement notre position par rapport à cette organisation. Nous allons y venir, justement :

DEMAGOGIE...

Un lecteur de la région parisienne nous reproche « les propos et surtout le ton employé vis-à-vis d'« Aspects de la France » et du « Front National » qui « a réussi à toucher un million de personnes » et qui « pourra dans un avenir proche influencer sur les cours des événements ». « Vous comptez arriver à des résultats analogues, nous dit-il, par une action classique et des actions « syndicales ». Pour vous rendre crédibles, vous serez amenés à accentuer votre ton démagogique et les résultats seront faibles. »

— Nos propos vis-à-vis du « Front National » ? Ils ne faisaient que traduire la stricte vérité, à savoir que le calcul de cette organisation était erroné et qu'au second tour, en appelant à voter « anti-marxiste », elle a fait le jeu de la majorité sortante. Dure vérité pour les électeurs du Front National qui sont en général des « anti-gaullistes » purs et durs.

— Le ton employé à l'égard d'« Aspects de la France » ? Il était en fait d'une modération extrême. Mais nous ne pouvions manquer de signaler le pompidolisme de fait de cet hebdomadaire. Triste vérité, d'autant plus triste qu'il s'agit d'un journal royaliste.

— Nous serions des démagogues ? On est toujours le démagogue de quelqu'un. Nous pourrions dire par exemple que l'extrême-droite sus-nommée fait de la démagogie conservatrice, ce qui serait l'expression exacte de la vérité. Quant à la *N.A.F.*, on ne peut dire, pour ne prendre qu'un exemple, que sa défense de la force de dissuasion soit démagogique. Ni son monarchisme : il serait si facile — et tellement plus rémunérateur — de faire de l'électoratisme de gauche ou de droite !

... OU ABSENCE D'IMAGINATION ?

Sur un tout autre plan, un lecteur limousin nous écrit qu'il nous « sera difficile d'être crédibles puisque nous n'avons pas de contre-projet à la mesure de la vocation nationale. Le monde latin et francophone qui est à construire et auquel il arrive qu'on fasse allusion n'est pas défini, ni même ébauché. Nous n'avons pour autrui, ni pour nous ce qui est pire, un projet sérieusement envisagé et proposé. »

Pas de contre-projet ? Mais alors que faisons-nous quand nous affirmons que la monarchie permettra de libérer les Français de la contrainte étatique, de refaire de la nation une amitié, de dépasser la société de consommation pour l'édification d'une société qualitative et communautaire. Pas de contre-projet quand nous définissons, comme nous l'avons fait au moment du référendum sur l'Europe, les conditions et les orientations d'une politique étrangère et d'une union des nations qui participent à notre héritage ? Bien des choses, il est vrai, restent à définir dans le domaine économique et social. Cela viendra très prochainement. L'aurions-nous fait plus tôt qu'on nous aurait reproché la précipitation...

CHIENS DE GARDE DU CAPITALISME ?

Révolutionnaires farouches pour les uns, nous serions pour d'autres de simples petits bourgeois, défenseurs honteux de la société capitaliste. C'est ainsi qu'un lecteur parisien relève, pour les contester, deux phrases sur la famille et sur l'Etat tirées d'un article sur le *Projet royaliste* :

« La famille, nous dit-il, est le lieu privilégié de l'ancrage psychologique des idéologies : c'est elle qui donne aux enfants cette structure caractéristique les préparant à subir docilement l'influence de la société autoritaire bourgeoise (cf. Reich). »

Quant à l'Etat, dont nous disions qu'il n'était défini par les gauchistes qu'au moyen d'abstractions, il aurait été au contraire, selon notre lecteur, fort clairement dénoncé dans son « rôle idéologique et répressif ».

Détruisons donc les familles pour libérer les individus ! Mais alors qui les protégera de l'influence de l'Etat, de celle de la « société autoritaire bourgeoise » ou de tout autre ? Car contrairement à ce que professe notre lecteur, ce sont les communautés humaines, naturelles ou contractuelles, qui sont les mieux à même de protéger les personnes contre l'emprise des idéologies. Ainsi les marxistes et les nazis avaient très bien vu qu'ils ne pourraient jamais prendre en main les sociétés où subsisteraient de telles communautés. A quel totalitarisme aboutira-t-on demain si ces communautés ne sont pas reconstruites ou réinventées ?

Quant à l'Etat, il nous paraît évident que son caractère démocratique n'a pas été dénoncé par les contestataires, qui s'en tiennent aux effets sans remonter aux causes premières.

Ce qui n'empêche pas notre lecteur de « voir clair » dans le « jeu de la *N.A.F.* ».

« Votre « Révolution », qui renforcerait la Famille, qui placerait la « Défense nationale » au premier rang de ses préoccupations, qui ne détruirait pas l'Etat mais le transformerait dans ses structures, votre conception de la culture, sont de pâles replâtrages d'une idéologie bourgeoise déliquescence. Vous vouvez vous inscrire sur la liste des futurs gestionnaires de rechange de la société capitaliste. »

D'autres, que notre contestataire anarchiste ne doit pas porter dans son cœur (les trotskystes de la *Ligue communiste*), dénoncent bien la *N.A.F.* comme une « bande armée du Capital » ! Bande armée, cela se verrait... du *Capital*, cela se saurait. Mais nous tombons là au niveau de slogans par trop sommaires.

Mises en garde, critiques et accusations de toute nature montrent que la *N.A.F.* déconcerte parfois ses lecteurs. Sans doute parce qu'elle a le souci d'une réalité qui est souvent déconcertante. Peut-être aussi parce qu'elle se place en dehors des anciens clivages. Lecteurs, encore un effort pour être maurrassiens !

Bertrand RENOUVIN.

(1) Maurice Clavel : « Qui est aliéné ? » (Flammarion).
 (2) Voir *Le Nouvel Observateur*, 19 et 26 mars 1973.

médecine à rennes : l'impasse

En neuf semaines de travail, les étudiants ont constitué un dossier que leurs professeurs n'ont pu réaliser en cinq ans.

Lorsqu'on sait que la presse française est toujours empressée de ne montrer que le côté spectaculaire de certains événements en évitant le plus souvent d'en expliquer les causes, on ne s'étonnera pas qu'une partie de la population, non informée, considère les étudiants grévistes de Rennes comme de simples agitateurs.

Les trois revendications des étudiants ont trait à l'adaptation du « numerus clausus » (de 1^{re} et 2^e année) aux besoins réels de la population et non au nombre de lits prétendus disponibles à Rennes, et pour chaque étudiant trois ans d'externat et une année d'internat.

On serait en droit de se demander pourquoi les grévistes éprouvent tant de difficultés à faire accepter leurs revendications, surtout lorsqu'on sait que celles-ci se limitent à la stricte application de la loi. On serait aussi en droit de se demander pourquoi les étudiants trouvent une telle opposition de la part de leurs professeurs. Depuis trois semaines, ces derniers jouent le pourrissement de la grève. Malheureusement pour ces messieurs, c'était sans compter sur la volonté des étudiants d'aller jusqu'au bout de leurs revendications. Ces professeurs qui, ne l'oublions pas, sont pour la plupart médecins, ont tour à tour montré une certaine indifférence en pensant peut-être que l'on se fatiguerait vite. Ils se sont ensuite quelque peu « prostitués », expliquant les « larmes aux yeux » que depuis de longues années, par un travail acharné (!), ils essayaient de trouver remède aux problèmes de la santé en Bretagne. Il est tout de même bizarre qu'en neuf semaines, par leur travail en commissions, les étudiants aient constitué un dossier que leurs professeurs n'ont pu réaliser en cinq ans ! Enfin, depuis quelques semaines, ils se réfugient derrière un chantage auquel prend part une minorité de non-grévistes — 40 % d'après les résultats du vote par correspondance qui exploitait précisément ce chantage : vous reprenez les cours ou l'année n'est pas validée !...

Cet ultimatum s'est dernièrement concrétisé par un vote par correspondance auquel les étudiants ont répondu par le mépris, proclamant que quiconque pouvait venir voter et s'exprimer

en assemblée générale. Depuis ce 26 janvier, sans attendre le bon vouloir des autorités, les étudiants ont formé de nombreuses commissions, délégué des enquêteurs chargés d'étudier les perspectives d'accueil des étudiants stagiaires dans divers hôpitaux, et en particulier dans les établissements périphériques. Les grévistes ne se présentent donc pas uniquement avec de belles revendications verbales, ils s'appuient maintenant sur des chiffres précis et des informations explicites. Un travail important a été également fourni en vue d'expliquer à la population rennaise les positions des étudiants qui entendent bien prouver que leurs revendications ne sont pas de nature purement corporatiste, mais que la santé est le problème de tous. Des milliers de tracts ont été ainsi distribués et certaines réactions ont montré que les Rennais soutenaient, du moins moralement, l'action des étudiants.

Alors que les autorités universitaires admettent les résultats des travaux en commissions obtenus par les étudiants, alors que de nombreuses organisations comme le C.E.L.I.B. apportent leur soutien aux grévistes, pourquoi les « professeurs-médecins » s'empressent-ils donc d'éviter ces négociations ?

Peut-être répondra-t-on en partie à la question si l'on rappelle l'existence d'un Ordre des médecins tout puissant qui a pouvoir de dicter ses volontés à toute la médecine française. Cette corporation obligera-t-elle les étudiants à se plier à la « loi du milieu » ?

Le durcissement prévisible de la grève est la conséquence directe de la mauvaise volonté « inconsciente » des autorités universitaires. L'annonce faite par les professeurs de la reprise des cours le 26 avril prochain illustre bien leur politique de fuite en avant, qui une fois encore évitera de poser et résoudre les problèmes prioritaires en escomptant le pourrissement de la grève. Les étudiants occupent depuis deux semaines la Faculté et ont décidé cette semaine une « marche sur Paris » pour se faire entendre du gouvernement et faire en même temps preuve de leur détermination. Mais comment les étudiants pourraient-ils faire aboutir leurs légitimes revendications, et se faire entendre d'un mur qui, pour cette fois, n'a pas d'oreilles...

R. L.,

Etudiant en médecine à Rennes.

opération "naf an 03"

Il reste huit semaines pour mener à bien cette opération. Son but : nous donner rapidement une assise importante d'abonnés permettant d'aborder avec les reins solides notre troisième année d'existence.

Toutes les unités du mouvement sont bien sûr mobilisées pour cette tâche, mais nous voudrions que tous nos lecteurs, même isolés, puissent concourir au succès de l'opération. Nous mettons donc à leur disposition des « bulletins d'abonnement personnalisés » pour leur permettre de recueillir des abonnements autour d'eux.

N'omettez pas de mentionner votre nom sur ces bulletins que vous nous transmettez. En effet, un concours est ouvert entre tous nos lecteurs :

- 1^{er} prix : un « Dictionnaire Politique et Critique » de Maurras (valeur 600 F).
- 2^e prix : « Œuvres Capitales » de Maurras (4 volumes, valeur 200 F).
- 3^e au 10^e prix : « Votre Bel Aujourd'hui », de Maurras (valeur 30 F).

Les résultats seront estimés en points :

- abonnement normal un an : 4 points ;
- abonnement soutien : 7 points ;
- abonnement six mois : 2 points.

Seuls les abonnements parvenant avec la mention de votre nom seront pris en considération.

Bonne chance.

Yvan AUMONT.

RÉUNIONS

BANLIEUE SUD

Réunion mensuelle des sections 92-Sud, 91-Ouest, 94 Ouest, le vendredi 6 avril à 20 h 15, Café « Le Commerce », 54, avenue du Général-Leclerc, à Bourg-la-Reine.

BANLIEUE OUEST

Dîner-débat le vendredi 6 avril à 19 h 45, au Lutétia, 48, rue de la République, à Puteaux, avec la collaboration de Gérard Leclerc, directeur politique de la N.A.F. et d'un professeur d'économie politique. « Après les élections, tous les problèmes demeurent. »

S'inscrire d'urgence auprès de

P. Brumeaux, tél. 967.16.36. Participation aux frais, 20 F.

LYON

Dîner-débat le vendredi 13 avril à 20 heures, au Roméo, 14, rue du Bœuf, sur le thème : « Quel avenir pour la presse ? » avec la participation de Gérard Leclerc, directeur politique de la N.A.F. S'inscrire auprès de Ch. Laubser, 6, rue Jean-Favre, Lyon (2^e). Participation aux frais, 20 F.

COMMUNIQUES

Mercredi 28 mars, à 15 h 30, 300 militants sont rassemblés devant le lycée Condorcet à l'appel d'un « Front Uni contre la conscription ». Une manifestation se forme aux cris de « Debré Jacobin » et « A bas la conscription militaire ». Rue d'Amsterdam, les

CRS refoulent la manifestation dans la cour de Rome. Des groupes de discussion se créent et tous les problèmes de l'heure sont abordés.

A 17 h 30, les états-majors trotskystes tendent de dévier le sens des mots d'ordre ; mais lorsque la manif redémarre, constatant que les lycéens ne se laissent pas encadrer facilement par des services d'ordre para-militaires, ils tentent de la disloquer en faisant intervenir les « durs ». Une preuve de plus de leur volonté de faire dévier le sens des manifestations unitaires.

VENDEE 93. Mercredi 11 et jeudi 12 avril, à 20 h 30, présentation d'un film sur la guerre de Vendée, tourné sur les lieux mêmes des combats et interprété par des paysans vendéens. Deux séances à

ne pas manquer. Le film sera présenté 86, rue de Grenelle, Paris 7^e (métro Bac). Participation aux frais : 5 F.

L'ACTION DAUPHINOISE, pour son numéro 33, inaugure une nouvelle série en impression offset. Le numéro, 1,50 F. Abonnement, 10 F. L'Action Dauphinoise, 4, square des Postes, 38000 Grenoble, C.C.P. 729-90 V Grenoble.

nouveaux points de vente

GRENOBLE

- France Agence, place Victor-Hugo.
- K'Store, cours Berriat.
- F.R.D.S., 4 square des Postes (fond de la cour).

mouvement royaliste

un projet de civilisation

Dénoncer sans trêve les contrefaçons des valeurs authentiques et montrer les principes capables de réaliser dans la France de 1973 le soulèvement de la vie auquel aspire confusément la jeunesse.

Les révoltes de la jeunesse sont souvent irritantes. Sursauts sans lendemain, marquées quelquefois d'un morne désespoir, elles semblent n'avoir pour unique objet que de retarder son entrée dans un monde adulte qu'elle refuse. Dans un remarquable article du *Nouvel Observateur* (1), Maurice Clavel constate sans indulgence : « Alors ils refluent : en dernière analyse devant eux-mêmes. Car ils ne veulent rien et ne désirent rien, sinon vaguement ou végétativement, continuer, différer, ajourner le jour d'être un homme ».

Il nous faut faire œuvre pédagogique face à la jeunesse et ceci à un double titre : d'abord dénoncer sans trêve les contrefaçons et falsifications des valeurs authentiques ; ensuite montrer que les principes qui ont fait vivre et prospérer la société française dans le passé sont à même, une fois décapés de leur masque conservateur ou bureau-technocratique, de réaliser dans la France de 1973 ce soulèvement de la vie auquel aspirent confusément les jeunes.

LIBERER LA FAMILLE

Les jeunes ne croient plus à la famille, nous dira-t-on. Erreur ! Ils rejettent la caricature de famille qu'on leur propose actuellement. Avez-vous vu comment les hommes et les femmes de France sont empêchés de faire leur métier d'éducateurs.

Songe-t-on à ces foyers désarticulés, broyés par les rythmes de travail et les temps interminables passés dans le train, l'autobus ou le métro ; dont le chef n'aspire qu'à la tranquillité c'est-à-dire à l'abrutissement devant un téléviseur lorsqu'il rentre le soir dans la « cage à lapin » de son grand ensemble. Comment voulez-vous que des jeunes dont la mère est l'éternelle absente, le père l'éternel silencieux puissent se raccrocher à la cellule familiale. C'est bien pour cela que nous sommes pour une authentique politique de la famille. C'est-à-dire qui permette à la mère de rester au foyer si elle le désire, ou d'exercer des emplois à mi-temps sans que les revenus du ménage deviennent trop étiés. Nous voulons aussi que le père ne soit pas épuisé par plusieurs heures de transport par jour. C'est bien pour cela que depuis la naissance de la N.A.F., nous combattons contre la ségrégation de la ville en quartiers d'habitat, de travail, de loisir, et réclamons la mise en œuvre d'une politique des villes moyennes par le biais de la décentralisation.

Dans une cité éclatée, dans de grands ensembles dont la seule fonction est l'habitat et où rien n'est prévu pour l'urbanité, la sociabilité, le jeu, le loisir, les êtres s'étiolent, les femmes

en particulier deviennent semblables à ces « paradisiennes » décrites récemment par Brigitte Gros, cherchant à s'évader par le travail hors de leur triste solitude. A moins qu'elles ne deviennent des consommatrices de gadgets destinés à divertir passagèrement leur ennui, à assécher les caisses familiales et à précipiter le couple dans une recherche éperdue de l'argent au prix d'heures supplémentaires de travail.

Cette dialectique infernale : cité en miettes — recherche du gadget — déification de l'argent — qui brise les familles, doit être expliquée aux jeunes. Quand ils verront leurs parents victimes de la même oppression qu'eux, ils cesseront de reprendre à leur compte la fameuse apostrophe gidienne « Familles je vous hais ! ».

DESALIENER LE TRAVAIL

On reproche aussi volontiers aux jeunes d'être paresseux et de renâcler devant l'entrée dans la vie professionnelle. Nous poserons d'abord une question : qui s'est ingénié à retarder l'entrée des jeunes dans la vie active par le prolongement de la scolarité ?

On a prolongé la scolarité obligatoire jusqu'à 16 ans et fait quintupler en dix ans le nombre d'étudiants. Si ceci avait abouti à armer, pour leur entrée dans la vie, lycéens et étudiants, nous dirions bravo ! Mais on est loin du compte. Il s'est agi de tailler les esprits selon le « patron » unique d'un homme omniscient et générique, fait pour tout le monde et ne convenant à personne.

Ceci explique l'immense inadaptation de l'Université à la vie, le gigantesque gâchis qu'elle provoque. Durant ce temps de latence, de vacuité, d'ennui mais aussi de réflexion que constitue la vie étudiante, le jeune a tout le loisir voulu pour réfléchir à l'absurdité de sa condition : appelé au départ à devenir un « super-intellectuel » aux termes du credo universitaire officiel, il sait qu'il a toute chance de se retrouver dans un emploi subalterne à 1.000 ou 1.500 F par mois, nanti d'un demi-culture, donc de désirs et de besoins nouveaux, mais dépourvu de moyens pour les satisfaire. En outre, les finalités d'un travail en miettes dans une société sur-programmée lui échappent.

A partir du moment où nous saurons lui proposer une école qui ne soit pas un ghetto, qui ne vise pas un homme abstrait mais à préparer des hommes divers dans leurs compétences et leurs appétences à affronter l'aventure de la vie, le refus du travail perdra une partie de sa raison d'être.

Mais la réconciliation de la jeunesse et du travail ne se fera véritablement que si les finalités humanistes n'y sont pas sacrifiées au fétichisme de l'organisation. Ce qui suppose d'être capables d'offrir un modèle d'entreprise dans lequel les travailleurs soient les sujets de leur propre action et non des objets manipulés par une direction protéiforme et invisible. La complexité des technosstructures ne permet

pas de proposer des solutions-miracles, mais d'ores et déjà, il faut explorer la voie d'une autogestion hiérarchisée, ce « socialisme aristocratique » que Maurras appelait de ses vœux au soir de sa vie (2). Le colloque d'« Arsenal » qui se tiendra à Pâques fera avancer la question.

DE LA RENOVATION DE LA PATRIE A CELLE DE L'ETAT

Reste la question de la patrie et de l'Etat. La patrie n'est plus perçue comme une réalité vivante par la jeunesse, c'est indéniable. Et pour cause ! La France n'a jamais été une abstraction, sinon pour des jacobins à la Michel Debré.

On ne se sent Français qu'à travers la médiation des communautés locales et professionnelles. Elles sont à recréer. Mais à partir du moment où elles commenceront à renaître, la réalité de cette association de familles forgée par l'histoire qui se nomme France commencera à être à nouveau ressentie.

Vœu pieux ? Pétition de principe ? Eh bien, songeons déjà à ce qu'évoquent pour les travailleurs, à commencer par les jeunes, l'emprise des trusts multi-nationaux sur l'économie française, les violentes réactions que leur politique provoque. La reconstitution d'une communauté de travail ferait alors des syndicats des éléments vivants de la nation et des écoles de patriotisme.

Quant à l'Etat actuel, il apparaît à la fois comme un Moloch et un fantôme. Tout-puissant, il met en scène comme des marionnettes les électeurs qui jouent un rôle stéréotypé dans le spectacle permanent de la société technocratique. Mais en même temps anonyme : étant partout, il n'est nulle part. Il est ainsi bien difficile de nommer le responsable précis de telle ou telle opération de déstructuration urbaine. Y en a-t-il seulement un ? La meilleure manière de réconcilier les Français avec leur Etat, à commencer par la jeunesse, est à la fois de limiter et d'enraciner celui-ci.

Le limiter en en faisant un arbitre au-dessus des communautés, indépendant de celles-ci sans voir en elles des rivales. Il faut donc le libérer des servitudes électorales. L'enraciner en le personnalisant par une famille. C'est tout le sens de notre adhésion à la monarchie. Le roi présente un visage humain. Il est faillible mais répond personnellement ou dans sa descendance de ses fautes. Maurras, après tout, admettait parfaitement le principe de la monarchie tempérée par le régicide ! Enfin le pouvoir dérive en monarchie d'une communauté familiale modèle.

Or comment espérer restaurer une société personnalisée et communautaire si l'Etat continue à être l'enjeu du combat des techniques modernes de propagande maniant des masses indifférenciées ?

Arnaud FABRE.

(1) 2 avril 1973.

(2) Le Soliloque du prisonnier.